

# Le Vilain Petit Canard

«Ensemble, pour être plus forts !»



Le Journal Trimestriel de la section CGT Finances publiques 95 - 4ème trimestre 2017

## Réforme de la Fonction Publique !



### PROGRAMME "Action Publique 2022"

#### SCANDALEUX !!!

Changement des règles de mutation : dispartition des RAN et des missions-structures, allongement du délai de séjour...  
Voir notre tract joint

#### GOOD YEAR

16ème suicide d'un camarade p. 2

#### ACCUEIL D'ERMONT

Naissance aux forceps p. 3

#### GREVE DU 10 OCTOBRE

36,33 % à la DDFiP 95 p. 3

#### CENTRE DE CONTACTS

Service public gratuit ? p. 4

**Pour nous conformer aux décisions prises à notre AG, nous vous avons proposé les 7 et 8 septembre derniers sur les sites de Cergy et d'Ermont une journée d'étude sur la réforme du Code du Travail. Ces journées ont été propices à de riches débats. Nous vous remercions d'y avoir assisté et vous tiendrons informés de nos prochaines journées d'étude par l'envoi de nos mails d'infos CGT (n'hésitez pas à intégrer notre liste de diffusion en vous inscrivant par courriel sur notre balf).**

#### Adresse

CGT-CfIP de Cergy-Local syndical Niveau -1  
Bat C  
2, av Bernard Hirsch 95093 Cergy Pontoise  
Cedex

#### Site internet

[www.ddfip95@financespubliques.cgt.fr/95/](http://www.ddfip95@financespubliques.cgt.fr/95/)

#### Courriel

[cgt.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr)



## Tous concernés, tous mobilisés !

Une idée assez répandue consiste à dire que les fonctionnaires ne sont pas concernés par les ordonnances Macron parce qu'elles réforment le code du travail. Il est vrai que le code du travail ne s'applique pas directement aux salariés de l'Etat que nous sommes, puisque nos rapports avec notre employeur sont régis par les statuts de la Fonction Publique.

Et pourtant, nous sommes tous concernés par les ordonnances Macron. Pourquoi?

1) nous avons tous de la famille ou des amis qui travaillent, ou qui cherche du travail dans le privé (donc, se positionner par solidarité),  
2) les reculs qui surviennent dans le privé sont copiés/collés tôt ou tard dans la fonction publique (souvenons-nous des différentes réformes des retraites : l'allongement de la durée de cotisation avait été fait pour le privé d'abord (1994), et calqué ensuite sur le public en invoquant une soi-disant "solidarité", sans que le patronat mette la main à la poche). Alors, public, privé, ne nous laissons pas diviser ! Tous contre les ordonnances Macron et pour des mesures en faveur des fonctionnaires : augmentation des salaires, embauches, conditions de travail dignes pour tous!

**Tous en grève!**

## Souvenirs de demain

Vous souvenez vous de ce « Mai deux mille dix-sept » ?

Une vague en marche balayait tout sur son passage,  
Les acquis sociaux passés à la moulinette,  
Nous prédisions alors une débâcle, un carnage.

Vint cet élan citoyen, « Mai deux mille dix-huit »

Un torrent de colère, la force des travailleurs,  
La finance vacillait. Notre espoir sans limite  
Nous faisait emprunter le chemin du bonheur.

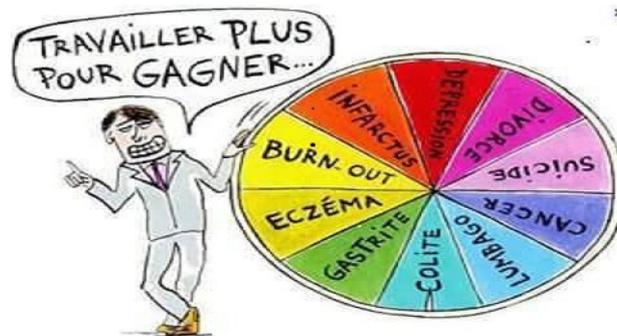
De mémoire cette lutte fut pourtant bien pénible :

Dès l'automne un vent mauvais souffla puissamment,  
Sur un feu de révolte qui tel un combustible  
Alimentait bientôt le grand soulèvement.

Aujourd'hui, cultivons encore ce vivre ensemble,

Il nous mena jadis vers de grandes victoires

Qu'émerge ce nouveau monde, faisons qu'il nous ressemble,  
Plus jamais de moutons promis à l'abattoir...



## **Encore un suicide d'un camarade Goodyear, le 16 ème... FAUT QUE CELA CESSE !**

Y a vraiment des jours de merde, j'apprends une nouvelle fois qu'un ancien pote de Goodyear a mis fin à ses jours, mon pote Jeremy notre pote, ami et frère, a décidé d'en finir hier...

Mais putain, Ça va s'arrêter quand, il y a quelques semaines Régis lui aussi a mis fin à ses jours, broyé par les conditions de travail, inapte à tous travaux depuis des années, il vivait sous médocs H 24 la souffrance était telle qu'il a préféré y mettre un terme !!!

Combien de nos copains se sont flingués depuis cette fermeture violente, les saloperies qui ont décidé de nous mettre dehors broyant ainsi nos vies sont coupables, nous perdons des potes et des familles perdent des papas, des époux, des frères... Il faut sacrément être à bout pour en arriver là,

La fin du chômage, l'arrivée au galop du RSA, Goodyear devrait être obligé de payer de suite les indemnités réclamées aux prud'hommes et ou sont les promesses de reclassement, de revitalisation ????

Du vent, en attendant deux nouvelles familles sont anéanties, pour nous, ni Régis, ni Jeremy et tous nos autres amis, potes et frangins auraient dû en arriver là, les actionnaires qui ont décidé de faire fermer notre usine sont de vraies pourritures, ils se font un max de fric et continuent à broyer d'autres familles en toute impunité.

Qu'ils sachent que je me battraï jusqu'au bout, je ne lâcherai rien, mon combat ne trouvera de fin que quand plus jamais des personnes n'auront à vivre et subir ce qu'ils nous ont fait endurer, leur course aux dividendes à détruit une grande partie de nos vies et poussé certains à en finir avec l'autre partie...

En colère, triste, effondré, les larmes qui coulent sont à la fois celles de tristesse et de colère, tôt ou tard cela devra cesser !!!!!

Mickael Wamen, Ex Goodyear

Retrouvez toutes nos infos sur notre site : [www.financespubliques.cgt.fr/95/](http://www.financespubliques.cgt.fr/95/)

Nous sommes heureux de vous annoncer la naissance envisagée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 de:

## L'accueil du CFiP d'Ermont



La césarienne est d'ores et déjà annoncée car le bébé s'annonce énorme et monstrueux. De grosses contractions prématurées se sont déjà fait sentir lors de la réunion du 28 septembre à Ermont. Le col s'est fortement dilaté. La direction a même craint une fuite de la poche des eaux tant le choc fut rude et violent pour les futurs parents.

Pour être plus sérieux, la direction a annoncé aux agents d'Ermont qu'elle voulait un accueil filtrant au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Mais qu'est-ce qu'un accueil filtrant me direz-vous ?

C'est un accès où les agents d'accueil seraient amenés à filtrer chaque usager (pardon chaque client puisque notre directrice départementale souhaite dorénavant les appeler ainsi) et à orienter ou répondre à des questions « simples » sur le recouvrement, les SIE et tous leurs calendriers fiscaux, tout le CDIF de Garges et d'Ermont, l'ISF, les SPL de Franconville, Beauchamp, Ermont, Eaubonne....etc, la délivrance de tous les formulaires, la fourniture des identifiants, le PLSU (Pôle Libre Service Unique), plus toutes les questions liées aux SIP pouvant amener à un traitement différé ou immédiat de la demande voire à une prise de rendez-vous.

Lorsque nous avons évoqué le fait que la charge de travail nous paraissait irréalisable la direction nous a répondu que tous les agents seraient bien évidemment formés et qu'on ne nous demandait pas notre avis. Et que dire de l'abysse existant entre les directives de la DDFIP et la réalité quotidienne vécue par les agents d'accueil ? Que dire du mépris ressenti par la direction envers les agents ? Mais en regardant la définition du mot « filtrer », on peut constater qu'elle nous conduit à « débarrasser », « dégager », « éliminer » et c'est exactement le discours tenu par notre direction. Il faut qu'il y ait moins de monde possible dans les accueils.

Or, de nombreuses personnes sont perdues sur internet, n'arrivent pas à joindre les services par téléphone, et ne peuvent attendre longtemps lorsqu'il s'agit d'ATD bancaires.

Ce sont donc les contribuables les plus vulnérables qui seront impactés en premier lieu par cette réforme que nous avons combattue et que nous combattons encore et encore car la coupe est plus que pleine.

### ***Mobilisations***

Quand c'est le Maire «Les républicains» d'Evreux qui ferme ses services publics un mercredi pour protester contre le projet gouvernemental de baisser de 80 % la TH, il ne prend pas les usagers en otage mais exprime le malaise des élus locaux.

Lorsque les fonctionnaires font grève avec toujours, au-delà de leurs revendications catégorielles, une défense des missions de service public, ce sont des feignants qui s'accrochent à des privilèges du passé.

Vivre décemment de son travail, dans de bonnes conditions, au service de la collectivité ne nous paraît pas être une attitude passéiste.

36,33 % des agents de la DDFIP du 95 l'ont crié bien fort le 10 octobre dernier en étant en grève.

Dès 8h00, une soixantaine de grévistes du Val d'Oise sur le site d'Ermont (fermé au public) a distribué un tract d'information sur les conséquences désastreuses pour les usagers des réformes en cours.

Déjà lors des HMI préparatoires à cette journée d'action auxquelles les collègues ont participé en nombre, nous avons senti l'envie de se mobiliser et aussi d'en découdre avec notre direction locale, mue uniquement par la vénalité de sa charge, dont le comportement managérial et la sensibilité de «cost killers» en choquent et blessent plus d'un.

Le gouvernement ne paraît pas vouloir reculer face à cette mobilisation de plus de 1 fonctionnaire sur 3. Alors à nous d'enfoncer le clou, de persévérer lors des futures mobilisations car sinon ils seront capables du pire pour les réformes qui s'annoncent sur la sécu et les retraites.

Macron s'est dit intraitable pour les ordonnances sur la loi travail et déjà il a reculé face à la mobilisation des routiers. Suivons leur exemple, nous en grève, ils ne pourront plus distribuer les CICE et autres CIR à leurs chers actionnaires !

Retrouvez toutes nos infos sur notre site : [www.financespubliques.cgt.fr/95/](http://www.financespubliques.cgt.fr/95/)

## Centre de Contact du Mans :

Lors du CTL du 2 octobre dernier, la Direction nous a présenté partiellement les modalités de fonctionnement du Centre de Contact du Mans.

En effet, tous les appels initialement destinés aux SIP du Val d'Oise, seront traités par le CDC à compter du 1<sup>er</sup> Octobre, pour permettre aux collègues des SIP d'être moins surchargés.

Ayant entendu dire que ces appels seraient surtaxés, la CGT interpelle la direction pour obtenir une explication : « Il est normal que les appels soient payants, lorsque l'on se déplace sur un site, ça à un coût, (venue en voiture, prise d'une demie-journée). Et puis, c'est une évolution normale du service public ».

### **Quel scandale !**

Notre direction devrait être garante d'une totale égalité entre tous les contribuables, et ainsi défendre la gratuité du service public ; au lieu de ça, elle s'inscrit parfaitement dans sa destruction en appliquant avec zèle les méthodes du gouvernement Macron.



### **RSP pour remplacer MIRIAM :**

Le 9 novembre prochain, dans les SIE du 95, RSP prendra la suite de MIRIAM, application de recouvrement.

En accès direct sur le portail métier, cette nouvelle application a fait l'objet d'un test dans le département de la Seine et Marne : 5 collègues pour 700 dossiers, soit 140 dossiers par agents ! Selon la direction, le test s'est révélé concluant, bien évidemment... Il est à noter que dans la réalité, si l'on prend l'exemple du SIE d'Ermont, la volumétrie est bien différente : 1350 dossiers environ pour 4 équivalents temps plein, soit une moyenne de 337,5 dossiers par agents. Et combien dans les années à venir lors des prochaines suppressions de postes ?

## **1336, Eveille les consciences, réveille les papilles.**

**Qu'est ce qui arrive à la CGT Finances Publiques 95 pour faire soudain de la publicité dans son vilain petit canard ?**

**Rassurez-vous, ce n'est pas de la publicité, simplement l'histoire d'une lutte payante...**

**C'est à Gémenos que l'on fabriquait en France les thés Lipton et les infusions Eléphant. Unilever a fermé cette usine en 2010.**

**Face à cette décision qui a pour conséquence de mettre 182 salariés au chômage, les équipes s'organisent et votent l'occupation de l'usine. Malgré 3 annulations du plan social par la justice, le groupe s'entête et refuse de revenir sur sa décision. S'ensuivent plusieurs mois de grève, de mobilisation, et le boycott des produits Lipton.**

**77 d'entre eux se sont battus pendant 1336 jours, en occupant les locaux. En 2014, ils ont réussi à arracher à Unilever près de 20 millions d'euros dont l'usine et les outils de production.**

**1336...ce n'est donc pas une date, cela correspond au décompte des jours qui suivit la décision de fermer l'usine, à partir de l'annonce du plan de licenciement des salariés jusqu'à l'adoption d'un accord de fin de conflit aboutissant à la création d'une coopérative ouvrière.**

**La lutte fut longue et intense, mais payante...**

